



## BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 15 juillet 2014

### LE 25 JUILLET, MANIFESTONS NOTRE MÉCONTENTEMENT CONTRE LA POLITIQUE ANTI-OUVRIÈRE DU GOUVERNEMENT !



Hollande a prévu, après Mayotte, de se rendre à la Réunion les 23, 24 et 25 juillet prochains. Que peuvent attendre les travailleurs de cette visite ? Depuis son élection en 2012, toutes les mesures prises par son gouvernement le sont en faveur du patronat : loi sur la « Sécourisation de l'Emploi » (ANI) en 2013 permettant aux patrons de licencier plus facilement, pacte de responsabilité comprenant le CICE, un cadeau de 20 milliards, et l'exonération de cotisations familiales d'un montant de 30 milliards, sans compter les aides existantes contenues dans la LODEOM.

Seule solution trouvée par le gouvernement pour compenser ces 50 milliards de cadeaux au patronat : réduire encore les dépenses publiques avec

un objectif de 50 milliards d'euros d'économies supplémentaires entre 2015 et 2017, en plus des 15 milliards de 2014. Les gisements d'économie envisagés étant de réduire le nombre de fonctionnaires, de geler leur point d'indice, de couper dans certains secteurs comme la santé ou les collectivités territoriales... Toutes mesures éminemment « socialistes » comme on le voit, et que ne renierait pas la droite !

Il faut rajouter qu'à la Réunion, cerise sur le gâteau, le crédit d'impôt du CICE qui représente 4 % de la masse salariale pour les entreprises métropolitaines a été porté à 9 % pour les entreprises réunionnaises. Spécificité locale oblige sans doute...

Quant aux gestes en faveur des travailleurs, des chômeurs et des petits retraités, il n'y en a pas !

Le gouvernement de Valls ose maintenant présenter comme un cadeau son revirement concernant la non revalorisation des petites retraites et l'imposition de centaines de milliers de ménages à très petits revenus et qui représente une misère par rapport à ce qu'il donne au patronat.

Il refuse aussi depuis son arrivée aux affaires de revaloriser le SMIC de façon conséquente, il continue à s'en prendre aux régimes spéciaux des cheminots et des intermittents, il a décidé de reculer encore de plusieurs trimestres l'âge de départ à la retraite, il ne lève pas le petit doigt quand des entreprises faisant des bénéfices licencient (PSA, Sanofi, la SIB, Giordano, les aconiers, etc...).

Hollande et son gouvernement se comportent bien comme des complices du patronat qui mène la guerre permanente contre les travailleurs et leur niveau de vie.

C'est pourquoi Hollande doit être accueilli comme il se doit. La CGTR appelle les travailleurs à manifester le 25 juillet devant la préfecture pour exiger qu'il cesse d'utiliser l'argent de l'État pour enrichir encore plus patrons et gros actionnaires et pour lui rappeler les revendications vitales de la classe ouvrière : augmentation immédiate des salaires et des pensions, arrêt des licenciements, répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, un emploi pour tous. l'argent nécessaire au bon fonctionnement des services publics, la titularisation de tous les employés communaux.

Dans nos entreprises mobilisons-nous massivement pour que nos revendications soient bien audibles par Hollande et le patronat !

### LES PATRONS TOUJOURS PLUS RICHES

Comme chaque année, le journal économique patronal Challenge établit un classement des 500 plus riches patrons français. Par rapport à 2013, ils ont augmenté leur fortune de 15 % et l'ont multiplié par cinq depuis 1996, date à laquelle ce journal a commencé à publier ces informations.

[La CGTR](#) Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

Dans cette liste, on trouve encore cette année trois patrons réunionnais : Armand Apavou à la 85ème place, avec une fortune de 700 millions d'euros ; Jacques de Chateauxvieux, à la 92ème place avec le groupe Bourbon (680 millions d'euros), et son frère, Henri de Chateauxvieux, à la 368ème place (135 millions d'euros).

Contrairement à ce qu'on nous serine sur tous les tons, les patrons ne connaissent pas la crise. On peut même dire qu'ils en profitent pour augmenter encore leur magot.

Toutes ces fortunes ont été réalisées sur le dos des travailleurs de la Réunion et d'ailleurs, avec la complicité du gouvernement et des politiciens de tous bords. Il ne serait que justice que les travailleurs réclament leur dû à ces capitalistes !

## **IL FAUT IMPOSER LE CONTRÔLE OUVRIER**

Suite à l'annonce du sénateur PCR Paul Vergès d'une fermeture programmée de l'usine sucrière de Bois Rouge à l'horizon 2017, le directeur de cette usine a déclaré en retour que ce projet n'était pas dans les cartons du groupe Tereos.

Qui aujourd'hui pourrait dire ce que sont les véritables intentions de ce groupe puisque, comme toute société capitaliste, il prend ses décisions à huis clos, entre actionnaires, sans en référer aux travailleurs, ni d'ailleurs aux petits planteurs. Tant qu'ils ont à gagner dans l'affaire, en bénéficiant des subventions de l'Europe et de l'Etat français, ils maintiendront cette activité. Mais si les aides cessent et si la production de sucre est plus rentable ailleurs, rien ne les retiendra pour fermer Bois-Rouge.

En quelques dizaines d'années, eux ou leurs prédécesseurs ne se sont pas gênés pour fermer des dizaines d'usines à la Réunion, mettant au chômage des centaines d'ouvriers. Toutes leurs décisions ont été guidées par la recherche du profit maximum.

Dans cette société les travailleurs ne sont protégés de rien. Ils sont bien souvent mis devant le fait accompli. Contrôler les comptes et les agissements des patrons et des actionnaires serait la meilleure façon de se préparer aux mauvais coups qu'ils leur réservent.

## **CILAM : DES GRÉVISTES DÉTERMINÉS**

Après une dizaine de jours de grève, les grévistes du groupe CILAM ont repris le travail sans avoir réussi à faire reculer leur direction. Leurs revendications principales étaient centrées sur les salaires : 100 € net mensuels, participation aux bénéfices, prime pour les anciens. Bien que riche à millions, la direction de la CILAM, avec l'appui de certains éleveurs, des casseurs de grève et de l'État, a pu camper sur sa position de départ : ne lâcher sur rien.

Malgré les conditions difficiles de leur combat (isolement, agressions diverses), les grévistes de la CILAM sont restés solidaires et n'ont pas faibli. C'est la tête haute qu'ils ont mis fin à leur mouvement.

Oui, ils ont eu raison de se battre pour leur pouvoir d'achat, car leurs patrons avaient les moyens de payer et aussi parce que cette revendication concerne l'ensemble des travailleurs.

## **SOTRAM : PREMIÈRES AVANCÉES**

À deux mois des NAO, les travailleurs de la SOTRAM ont pris les devants pour rappeler leurs exigences à leur patron : augmentation des salaires de 100 € net, indemnisation des heures supplémentaires, repos hebdomadaires, mise en place de plannings de travail conformes, etc. et se sont mis en grève en même temps que leurs camarades de la CILAM.

Vendredi soir, un protocole a été signé en présence de la CGTR et de l'Inspection du Travail qui a fin au conflit après onze jours de grève.

Ce protocole n'ayant pas réglé le problème des salaires, les patrons de la SOTRAM n'en ont donc pas fini avec ces travailleurs. En septembre, ils reviendront avec leurs revendications restées sans réponse, dans le cadre des NAO.

Chaque mardi, de 18H00 à 19H30, l'Union Régionale Est CGTR organise dans son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.  
Venez nombreux !

**[La CGTR](#) Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît**

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68